

**Projet de ligne à 315 kV du parc éolien projeté de Rivière-du-Moulin  
dans les MRC de Charlevoix et de La Côte-de-Beaupré par Hydro-Québec TransÉnergie**

**LE BAPE INFORME LA POPULATION**

**Québec, le 5 juin 2012** – Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) tient deux séances d'information sur le *Projet de ligne à 315 kV du parc éolien projeté de Rivière-du-Moulin dans les MRC de Charlevoix et de La Côte-de-Beaupré* par Hydro-Québec TransÉnergie. Ces séances auxquelles participera le promoteur seront animées par une représentante du BAPE et auront lieu aux endroits suivants :

<b>Mardi 19 juin 2012</b> <b>19 h 30</b>	<b>Château-Richer</b>	<b>Salle Claude Hardy</b> <b>Centre Olivier Le Tardif</b> <b>277, rue du Couvent</b> <b>Château-Richer</b>
<b>Mercredi 20 juin 2012</b> <b>19 h 30</b>	<b>Baie-Saint-Paul</b>	<b>Salle Desjardins</b> <b>Forum-jeunesse Charlevoix-Ouest</b> <b>13, rue de la Lumière</b> <b>Baie-Saint-Paul</b>

L'objet de ces séances d'information est de permettre aux citoyens de s'informer sur le projet, la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, le processus de consultation publique ainsi que sur le rôle du BAPE. Ces séances d'information s'inscrivent dans le mandat que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Pierre Arcand, a confié au BAPE. Ce dernier doit rendre accessibles au public l'étude d'impact et l'ensemble du dossier relatif au projet. La période d'information et de consultation du dossier par le public débute aujourd'hui et se terminera le 20 juillet 2012.

**OÙ CONSULTER LA DOCUMENTATION SUR LE PROJET ?**

Les citoyens peuvent se renseigner sur le projet en consultant l'étude d'impact réalisée par le promoteur et les autres documents décrivant le projet et, entre autres, ses répercussions sur l'environnement. À compter d'aujourd'hui et jusqu'au 20 juillet 2012, ces documents peuvent être consultés dans les centres de consultation régionaux suivants :

- Bibliothèque René-Richard, 9, rue Forget, Baie-Saint-Paul ;
- Bibliothèque La Plume d'Oie, 11298, rue de La Salle, Beaupré.

L'ensemble du dossier est également disponible au bureau du BAPE à Québec, au 575, rue Saint-Amable, bureau 2.10 et à Montréal, à la Bibliothèque des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal, Pavillon Hubert-Aquin, au 400, rue Sainte-Catherine Est, local A-M100 de même que sur le site Web du BAPE au [www.bape.gouv.qc.ca](http://www.bape.gouv.qc.ca), sous la rubrique « Mandats en cours ».

## **LA DEMANDE D'AUDIENCE PUBLIQUE**

C'est durant cette période d'information de 45 jours que tout citoyen, tout groupe, toute municipalité ou tout organisme peut faire la demande d'une audience publique auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Le cas échéant, une commission du BAPE pourrait être chargée d'enquêter sur le projet et de consulter la population à cet effet. Cette demande doit être transmise, par écrit, **au plus tard le 20 juillet 2012**, au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Pierre Arcand, 675, boulevard René-Lévesque Est, 30<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5V7. Le requérant doit y indiquer les motifs de sa demande et son intérêt par rapport au milieu touché par le projet.

## **QU'EST-CE QUE LE BAPE ?**

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement est un organisme public et neutre qui relève du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Il a pour mission d'éclairer la prise de décision gouvernementale dans une perspective de développement durable, lequel englobe les aspects biophysique, social et économique. Pour réaliser cette mission, le BAPE informe, enquête et consulte la population sur des projets ou des questions relatives à la qualité de l'environnement que lui soumet le ministre. Il produit par la suite des rapports d'enquête qui sont rendus publics. Le BAPE est par conséquent un organisme gouvernemental consultatif et non décisionnel.

Les personnes désireuses d'obtenir plus de renseignements peuvent communiquer avec Louise Bourdages, au numéro suivant : 418 643-7447 ou, sans frais, au 1 800 463-4732, poste 532 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : [ligneHQ-dumoulin@bape.gouv.qc.ca](mailto:ligneHQ-dumoulin@bape.gouv.qc.ca)

– 30 –

Source : Louise Bourdages

Conseillère en communication

418 643-7447, poste 532 ou 1 800 463-4732

En collaboration avec Lucile Aldrovandi, conseillère en communication

**\*Fiche technique jointe**

## LE PROJET

Afin d'intégrer la production d'électricité du parc éolien projeté de Rivière-du-Moulin à son réseau de transport, Hydro-Québec TransÉnergie prévoit construire une ligne monoterne à 315 kV d'environ 26 km, entre le poste du parc éolien projeté et son réseau. Localisée dans son intégralité sur des terres publiques de la réserve faunique des Laurentides, la ligne projetée se situerait dans le territoire non organisé du Lac-Pikauba de la MRC de Charlevoix et dans le territoire non organisé du Lac-Jacques-Cartier de la MRC de La Côte-de-Beaupré.

Le projet requerrait un déboisement totalisant une superficie de 174,7 ha de forêt. Il nécessiterait aussi la construction des voies d'accès à l'emprise de la ligne, des voies de circulation ainsi que des ponts temporaires requis pour le déboisement et le transport des matériaux et des équipements. La mise en service est prévue en août 2014 et le coût du projet s'élèverait à 28,8 M\$.

## Les répercussions prévues par le promoteur et les mesures d'atténuation proposées dans l'étude d'impact

Selon l'étude d'impact, ce projet pourrait avoir des répercussions sur les milieux naturel et humain ainsi que sur le paysage.

Pour ce qui est du **milieu naturel**, le promoteur mentionne que le tracé retenu traverserait quinze cours d'eau permanents et dix-sept cours d'eau intermittents. Les travaux de préconstruction et de construction pourraient avoir une incidence sur la qualité de ces cours d'eau en raison de l'apport et de la mise en suspension de sédiments. Leur écoulement pourrait aussi être altéré par l'accumulation de débris, particulièrement au moment du déboisement de l'emprise et de son entretien pendant l'exploitation. De plus, il existerait des risques de déversement accidentel liés à l'opération et à l'entretien de la machinerie, pouvant provoquer une contamination des cours d'eau. Le promoteur mettrait donc en place des mesures d'atténuation telles que l'implantation des pylônes de la ligne le plus loin possible des cours d'eau, la préservation des bandes de végétation riveraine et l'utilisation de chemins existants à proximité de l'emprise pour la traversée des cours d'eau. Il préconiserait également un mode de déboisement privilégiant la coupe manuelle, lorsque requis, afin de protéger les éléments sensibles de l'environnement et de réduire les risques d'érosion durant les travaux de déboisement.

L'étude d'impact mentionne que certaines espèces fauniques à statut particulier pourraient être touchées par ce projet, notamment les chauves-souris rousses, argentées et cendrées ainsi que la grive de Bicknell. Le promoteur effectuerait donc le déboisement en dehors de la période de reproduction des oiseaux forestiers. De plus, il entend réaliser un inventaire de la grive de Bicknell dans l'emprise projetée, en juin 2012.

Le **milieu humain** pourrait également être touché par le projet au moment de sa construction. Toujours selon l'étude d'impact, les activités du projet pourraient avoir des répercussions sur les piégeurs, les chasseurs et les pêcheurs sportifs car elles entraîneraient, entre autres, une augmentation de la circulation sur les chemins forestiers, des restrictions d'accès à certains secteurs, du bruit et de la poussière. Le promoteur éviterait, dans la mesure du possible, d'effectuer des travaux durant la période de chasse à l'original et entend établir un mécanisme de communication avec les représentants de la réserve faunique des Laurentides afin d'harmoniser les travaux avec les activités de la réserve. Il prévoit de plus informer, entre autres, les utilisateurs de la réserve faunique des Laurentides et s'assurer du libre accès aux chemins forestiers et autres sentiers.

Concernant le patrimoine archéologique, la ligne toucherait sept zones à potentiel archéologique. Hydro-Québec procéderait à l'inventaire de ces sept zones avant le début des travaux de construction de la ligne. En cas de mise au jour de sites archéologiques, le promoteur propose des fouilles de sauvetage.

Afin d'atténuer les répercussions du projet sur le **paysage**, le promoteur utiliserait des pylônes de hauteur réduite pour en limiter la portion visible et optimiserait leur répartition pour éviter de les placer sur le sommet des collines.

Le promoteur fait également état de répercussions économiques positives dans la région de la Capitale-Nationale où serait réalisé le projet ainsi que dans la région voisine du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Source : Louise Bourdages

Conseillère en communication

418 643-7447, poste 532 ou 1 800 463-4732

En collaboration avec Lucile Aldrovandi, conseillère en communication